

## La Bosnie-Herzégovine. Enjeux de la transition.

Sous la direction de  
Christophe Solioz et Svebor  
André Dizdarevic  
L'Harmattan, 2003

---

Pour des observateurs distraits de l'actualité internationale, que nous sommes trop souvent, ce livre trace un résumé d'une situation terrible : 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté ; environ 1,2 millions de citoyens vivent hors de leurs foyers, de 600 à 700.000 dans l'ensemble du monde et plus de 500.000 dans le pays même. Toutefois, met-il en lumière, l'essentiel est de réfléchir à la possibilité de construire un avenir.

Un « colonialisme bienveillant » caractérise, selon les auteurs, les rapports entre l'Occident et la Bosnie-Herzégovine : celui-ci prétend tirer argument d'un archaïsme ethnique de population aimant faire la guerre. À l'opposé des pseudo explications « génétiques » et « culturalistes », les auteurs ont assemblé un dossier de débat politique.

Ils rappellent une situation dont les membres de l'UE portent une lourde responsabilité : par leur refus de s'engager à soutenir ces pays sur le plan économique et politique lors de l'effondrement des bureaucraties « socialistes » ; et pas leur tolérance à l'égard des « nomenklaturas » nationalistes.

Ils font apparaître quelques racines de ces déchirements du temps même de la Yougoslavie de Tito, malgré ses dispositifs de cohabitation soignée entre communautés et minorités : l'absence du multipartisme, le contrôle arbitraire de tous les rapports sociaux et la réduction de la participation autogestionnaire à des questions marginales ou insolubles, thèmes auxquels Catherine Samary avait consacré son livre *Le Marché contre l'autogestion* (réédité Publisud, 1988).

Ils mettent en évidence les causes de la stagnation depuis dix ans, malgré l'ampleur des aides internationales reçues. La Bosnie-Herzégovine est l'un des plus grands bénéficiaires de l'aide internationale ; mais, près de 60 % de ces donations est dépensé pour

les frais d'administration des organisations internationales. Dans le cadre du « consensus de Washington », ce pays reste dans la situation de dépendance d'une sorte de protectorat, qui fait du Bureau du Haut Représentant (OHR) le maître de toute la vie politique.

Abandon des programmes de développement, restructuration au nom du profit immédiat de branches entières et développement du chômage, privatisations, aides publiques à l'essor des nouveaux secteurs d'activité, remises en cause des solidarités « trop fortes » de la Protection sociale, réforme fiscale, libéralisation des taux d'intérêts... À employer les recettes de ses tuteurs, la stagnation demeure, alors que le niveau des infrastructures devrait permettre réorganisation et essor. Des propositions alternatives à celles du FMI sont résumées et présentées : elles ont été refusées au nom du dogme économique dominant. L'échec des experts en transitologie provient d'une connaissance insuffisante du contexte et d'un manque de partenariat avec les acteurs locaux.

Voilà un livre qui restitue des moyens pour rouvrir le débat sur l'un des pays au cœur de l'Europe.

**Pierre Cours-Salies**

*Christophe Solioz fait partie de la rédaction de Politique.*